
Les nouvelles alliances énergétiques russes : mythes et réalités



Vladimir Milov

Juillet 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-417-1
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à l'adresse suivante : campagne@ifri.org

Derniers numéros

- I. Delanoë, « Les Kurdes : un relais d'influence russe au Moyen-Orient ? », *Russie.Nei.Visions*, n°85, juin 2015.
- T. Kastouéva-Jean, « Les facteurs intérieurs de la politique étrangère russe », *Russie.Nei.Visions*, n°84, avril 2015.
- O. Bagno, « La diaspora juive et la crise russo-ukrainienne », *Russie.Nei.Visions*, n°83, mars 2015.

Auteur

Vladimir Milov est un homme politique russe, éditorialiste, économiste et expert des questions énergétiques. Il a été vice-ministre de l'Énergie de la Fédération de Russie (2002), conseiller auprès du ministre de l'Énergie (2001-2002) et chef du département de la stratégie à la Commission fédérale pour l'Énergie, instance régulatrice de monopoles naturels (1999-2001). Il est le fondateur et le président de l'Institut de politique énergétique, l'un des principaux *think tanks* russes indépendants consacrés à la politique énergétique (depuis 2003).

Vladimir Milov est le président du parti d'opposition « Choix démocratique ». Il est également connu en tant que co-auteur du rapport sur le bilan présidentiel de Vladimir Poutine « Poutine. Les résultats », écrit en collaboration avec Boris Nemtsov en 2008. Il tient des chroniques régulières dans plusieurs publications politiques et d'affaires russes, y compris *Vedomosti* et *Forbes Russia*, et commente fréquemment les questions politiques et économiques russes dans divers grands médias occidentaux (*The New York Times*, *The Financial Times*, *The Washington Post*, *The Economist*, etc.).

Sommaire

RÉSUMÉ.....	4
INTRODUCTION	5
RELATIONS ÉNERGÉTIQUES SINO-RUSSES : AU-DELÀ DU MYTHE.....	6
La Chine, meilleur partenaire énergétique de la Russie ?.....	6
Un retournement énergétique de la Russie vers l'Est est-il réaliste ?.....	12
TURKISH STREAM : UNE ROUTE VERS NULLE PART ?	16
CONCLUSIONS.....	21

Résumé

Cet article analyse les « nouveaux » partenariats énergétiques de la Russie avec la Chine et la Turquie – un partenariat que le Kremlin présente comme une alternative aux relations énergétiques avec l'Occident.

Même si les 12-15 derniers mois ont été marqués par d'intenses négociations, des sommets et des mémorandums d'accord entre la Russie et ces « nouveaux » partenaires, de nombreux problèmes sont toujours en suspens et ces relations demeurent d'une ampleur limitée. Un examen des relations sino-russes et turco-russes montre qu'aucun de ces nouveaux partenaires stratégiques n'est prêt à s'engager dans un « grand jeu » énergétique piloté par la Russie : Pékin comme Ankara préfèrent continuer de promouvoir pragmatiquement leurs propres intérêts dans ce domaine. Les tentatives russes visant à bouleverser la donne sur les marchés mondiaux de l'énergie à travers ces partenariats n'ont pas abouti. Tant « Force de Sibérie » que le *Turkish Stream* apparaissent comme des projets bilatéraux régionaux dont l'impact global est marginal.

Introduction

L'année écoulée a été marquée non seulement par la crise ukrainienne et les tensions sans précédent entre la Russie et l'Occident, mais aussi par le changement radical d'approche de Moscou sur les questions énergétiques internationales. La signature de nouveaux partenariats énergétiques avec des pays comme la Chine et la Turquie est censée démontrer que la Russie possède désormais des solutions de rechange en matière de coopération énergétique internationale, que la dimension européenne n'est plus centrale pour elle, et que si l'Occident décide de couper ses liens avec le Kremlin, ce dernier ne serait pas pris au dépourvu.

La Russie a-t-elle vraiment la possibilité de développer de nouveaux partenariats énergétiques d'une ampleur comparable à sa collaboration actuelle avec l'Europe (en tant que consommatrice d'énergie) et avec les compagnies pétrolières occidentales (en tant qu'acteurs clés de l'exploration et de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières russes) ? Les résultats concrets enregistrés au cours des 12-15 derniers mois font naître des doutes : les nouveaux partenariats énergétiques conclus avec la Chine et la Turquie, objets d'une campagne de communication sans précédent, ne semblent guère susceptibles d'atteindre une échelle globale significative.

Relations énergétiques sino-russes : au-delà du mythe

La Chine, meilleur partenaire énergétique de la Russie ?

La profonde détérioration des relations russo-occidentales provoquée par la crise ukrainienne a accru l'hypothèse que la Russie pourrait se tourner vers la Chine et renforcer ses liens avec elle, tout particulièrement dans le domaine énergétique. Le discours officiel russe, mais aussi la majorité des observateurs, ont annoncé le « grand tournant » vers l'Est : la complémentarité semble évidente entre les immenses capacités gazières et pétrolières de la Russie et la demande énergétique croissante de la Chine.

Cependant, dans les faits, le développement des relations énergétiques sino-russes au cours des 12-15 derniers mois n'a nullement comblé les attentes des partisans de ce tournant. On peut s'interroger sur la possibilité réelle de l'émergence d'un partenariat énergétique sino-russe de grande ampleur. Par ailleurs, l'« accord du siècle » sur la fourniture de gaz signé entre la Russie et la Chine en mai 2014 n'amorce pas ce mouvement tectonique que Moscou cherche à présenter à l'opinion publique nationale comme internationale. En outre, le projet lui-même affiche déjà une série de problèmes (voir plus loin pour plus de détails).

Deuxièmement, aucun des autres grands accords gaziers annoncés n'a été signé depuis mai 2014. La China National Petroleum Corporation (CNPC) a décliné la proposition de Gazprom qui lui offrait une participation de 49 % dans le projet « Vladivostok LNG ». Contrairement aux déclarations récurrentes de Gazprom, aucune extension du contrat de mai 2014 sur la fourniture de gaz par la « route de l'Est » n'a été signée. De même, aucun document concret n'a été paraphé concernant la fourniture de gaz par la « route de l'Ouest », un dossier sur lequel Gazprom fonde de grands espoirs.

Troisièmement, aucun des grands projets de prise de participation chinoise dans les actifs énergétiques russes ne s'est concrétisé. Celui dont les Russes espéraient le plus – la vente à la CNPC de 10 % du champ pétrolier de Vankor (premier champ pétrolier de Sibérie orientale, avec une production de quelque 440 000 bpd), annoncée par Vladimir Poutine en septembre 2014 – a

été abandonné, malgré un mémorandum signé en novembre 2014. Comme sur d'autres dossiers, il existe un fossé entre les attentes des Russes, qui souhaitent vendre leurs actifs au prix le plus élevé possible, et les Chinois, qui refusent de surpayer. L'effondrement des cours du pétrole a davantage creusé cet écart entre les positions de Moscou et de Pékin sur le juste prix des actifs énergétiques. En outre, les Chinois semblent mécontents de ne se voir proposer que des parts relativement mineures dans ces grands projets, d'autant que des parts comparables sont proposées à d'autres partenaires, comme les compagnies indiennes. Les entreprises chinoises ne bénéficient donc pas du traitement exclusif et préférentiel qu'elles escomptent très probablement.

Quatrièmement, et apparemment pour des raisons similaires, la vente à la CNPC de parts des exploitations situées dans les mers de Barents et de Pechora (Prinovozemelsky-Ouest, Yuzhno-Russky et Medynsko-Varandeysky), annoncée dès 2013, ne s'est toujours pas concrétisée : les Chinois ne semblent pas pressés de participer au développement des exploitations pétrolières et gazières russes dans l'Arctique. À l'inverse, la plupart des partenaires occidentaux (ExxonMobil, Eni, Statoil) ont accepté les conditions de partenariat proposées par Rosneft pour les projets arctiques (y compris la répartition standard selon laquelle Rosneft possède deux tiers des actions contre un tiers à son partenaire). Le refus de la CNPC de prendre une participation dans ces projets tient à la fois aux prix trop élevés demandés par la partie russe, au coût des projets, à l'incertitude de la rentabilité potentielle de l'exploration arctique et à la réticence des Russes de lui permettre de contrôler plus que les 33 % des parts habituellement proposées aux partenaires internationaux.

Cinquièmement, les banques chinoises n'ont pas accordé de prêts massifs destinés à financer les projets énergétiques russes, contrairement à ce que Moscou espérait à la suite du blocage *de facto* de son accès aux crédits internationaux provoqué par l'introduction des sanctions financières occidentales à la mi-2014. Depuis environ un an, la Chine n'a en réalité quasiment pas prêté d'argent au secteur privé russe.

Le « contrat du siècle » signé en mai 2014 entre Gazprom et la CNPC sur la construction du gazoduc « Force de Sibérie » qui doit relier la Russie à la Chine et acheminer 38 milliards de mètres cubes (gm^3) de gaz par an semble aujourd'hui, un an plus tard, avoir été largement surestimé. Le partenariat entre la Chine et le Turkménistan, actuellement en plein essor, apparaît nettement plus porteur. Il a été annoncé plus tôt cette année que la Chine importait déjà du Turkménistan l'équivalent en termes annualisés de 35 gm^3 de gaz naturel². Depuis 2009, la CNPC et le Turkménistan ont signé plusieurs accords consécutifs : désormais, l'objectif est d'atteindre un

² « Chinese CNPC's Current Turkmenistan Gas Imports Reach 35 Bcm/year », Platts, janvier 2015, <www.platts.com/latest-news/natural-gas/singapore/chinese-cnpcs-current-turkmenistan-gas-imports-26993230>.

volume d'exportation annuel du Turkménistan à la Chine de 40 gm^3 en 2015 et de 65 gm^3 en 2020.

En comparaison, l'accord russe signé en mai 2014 semble bien plus modeste : les livraisons maximales de gaz russe à la Chine qu'il prévoit ne dépasseront pas les 38 gm^3 par an et, comme l'a récemment révélé le vice-président de Gazprom Vitali Markelov, ce niveau maximal pourrait ne pas être atteint avant 2031 ; en attendant, environ 10 gm^3 seront livrés en 2020, 15 milliards en 2021 et 22 en 2024³. Ces chiffres illustrent de manière évidente qu'en matière d'approvisionnement en gaz, la Chine accorde la préférence au Turkménistan au détriment de la Russie.

En outre, l'avancement du projet « Force de Sibérie » ne se fait pas sans difficulté. Au moment de la signature du contrat, en mai 2014, l'accent a été mis sur le paiement en avance par la Chine de 25 milliards de dollars pour les livraisons à venir. Cependant, lors du sommet sino-russe de novembre 2014, Gazprom a admis que le versement de cette avance n'était « plus d'actualité ». La compagnie russe s'est empressée d'assurer à l'opinion publique qu'elle pourrait « facilement » financer la construction du gazoduc par ses propres moyens, mais cet engagement paraît optimiste. En raison des sanctions occidentales contre la Russie, l'accès aux marchés financiers internationaux est limité aux emprunteurs russes. Il est vrai que Gazprom en tant que tel ne figure pas sur la liste des sanctions ; mais, étant donné le haut degré d'incertitude politique lié à la crise ukrainienne et la détermination quelque peu surprenante des pays occidentaux à sanctionner fermement les grandes entreprises et banques russes, les prêteurs au secteur privé préfèrent patienter avant de fournir des crédits à des emprunteurs liés à l'État russe. Or la situation financière de Gazprom n'est pas facile : en 2014, l'entreprise a affiché par rapport à 2013 une perte de quelque 14 milliards de dollars de revenus d'exportation sur les marchés des pays d'Europe et de la CEI, et ses exportations continuent de décliner cette année (les exportations vers l'Europe ont été sur les quatre premiers mois de 2015 inférieures de 14 % à leur niveau de l'année précédente).

Le financement de « Force de Sibérie » ne devrait pas se trouver dans une situation critique en 2015 : cette année, la somme allouée au début de la construction n'est que de 1 milliard de dollars (au taux de change actuel). Mais, en 2016, il est prévu de dépenser plus de 5 milliards de dollars ; on ignore actuellement où Gazprom pourra se procurer cet argent.

Le mystère principal entourant ce contrat est lié au prix que les Chinois paieront pour le gaz. Le chiffre le plus souvent avancé est d'environ 10 dollars les 1 000 m^3 ; s'il est avéré, « Force de Sibérie » sera tout juste rentable. Même si les évaluations indépendantes sont

³ « Gazoprovod "Sila Sibiri" zakončat k 2031 godu » [Le gazoduc « Force de Sibérie » sera achevé en 2031 »], *Gazeta.ru*, 5 mai 2015, <www.gazeta.ru/business/news/2015/05/05/n_7167333.shtml>.

rare, l'auteur de ces lignes estime que le seul coût d'extraction du gaz produit en Iakoutie pourrait s'élever à 4 dollars les 1 000 m³ (les projections effectuées en 2010 faisaient état d'un coût de 2,3 dollars les 1 000 m³⁴). Par conséquent, si le coût d'acheminement jusqu'à la frontière chinoise est supérieur à 5 dollars les 1 000 m³ (il n'y a aucune certitude à ce sujet du fait de l'opacité qui entoure les coûts, mais si l'on se base sur le prix de l'acheminement du pétrole à travers l'oléoduc Sibérie de l'Est – Extrême-Orient et sur l'analyse des données rendues publiques par Gazprom sur « Force de Sibérie », ce chiffre semble raisonnable), alors toute l'économie du projet peut être remise en question. Dès lors, il n'est pas étonnant que Gazprom ait sollicité des exonérations fiscales en lien avec ce projet, demandant l'annulation des principales taxes applicables à « Force de Sibérie ».

De tels chiffres pourraient être acceptables si la question de la chute des cours de pétrole ne se posait pas. À l'automne 2014, des officiels russes ont admis que le prix du contrat « Force de Sibérie » était indexé sur le pétrole et que Gazprom pourrait avoir perdu un quart de la valeur du contrat depuis sa signature en mai 2014. Les détails de la formule de détermination du prix ne sont pas connus, mais il semble logique de s'attendre à ce que des prix du pétrole plus bas rendent le projet encore moins rentable économiquement.

Par ailleurs, en dépit des tentatives de la Russie et de Gazprom de présenter « Force de Sibérie » comme un projet « révolutionnaire » d'importance mondiale, il ne s'agit en réalité que d'un projet de dimension régionale. La Russie y voit un moyen de développer deux gisements gaziers très excentrés de Sibérie orientale (Chayanda en Iakoutie et Kovykta dans la région d'Irkoutsk), dont l'acheminement du gaz vers l'Europe ne pourrait pas être rentable. Pour la Chine, le projet vise à remplacer le charbon par du gaz naturel, essentiellement dans trois provinces périphériques du nord-est frontalières de la Russie (Heilongjiang, Jilin et Mongolie intérieure) qui ne sont pour l'instant pas connectées au réseau de gazoducs chinois existant et sont bien plus facilement accessibles depuis la Russie voisine. En outre, l'état de l'environnement dans ces trois provinces reste très préoccupant, ce qui provoque des problèmes sociaux et politiques⁵, et un approvisionnement en provenance de Russie serait indéniablement une option préférable, étant donné que les Russes construiront eux-mêmes la majeure partie des infrastructures nécessaires. La dimension limitée de « Force de Sibérie » – en comparaison, par exemple, avec les contrats gaziers avec le Turkménistan évoqués plus haut – renforce la théorie que ce projet n'a qu'une visée locale, à savoir l'approvisionnement de ces trois provinces chinoises du nord-est qui aujourd'hui ne disposent pas de gaz. Le volume annuel maximal des

⁴ 1^{er} avril 2010, <www.trubagaz.ru/issue-of-the-day/chajandinskoe-gnkm-jakutii/>.

⁵ « China smog emergency shuts city of 11 million people », Reuters, 21 octobre 2013, <www.reuters.com/article/2013/10/21/us-china-smog-idUSBRE99K02Z20131021>.

livraisons de gaz prévues par le contrat « Force de Sibérie » – 38 gm³ (comme signalé précédemment, ce flux ne sera pas atteint avant 2031) – sera inférieur au volume maximal livré sur une année à l'Allemagne (40 gm³, en 2013) et ne représentera qu'environ 24 % de la livraison annuelle maximale à l'Europe, enregistrée également en 2013.

Après la signature, en mai 2014, du contrat « Force de Sibérie », Gazprom a laissé entendre dans les médias que ce n'était là « que le début » d'une coopération à très grande échelle avec la Chine, que ce contrat n'était que la première étape de l'ouverture d'un nouveau marché colossal pour le gaz russe. À en croire Gazprom, trois nouveaux projets majeurs devaient suivre, ce qui allait porter la fourniture de gaz russe à la Chine à un niveau vraiment significatif :

1) Vladivostok LNG, où une participation de 49 % était proposée à CNPC ;

2) L'augmentation des volumes acheminés via la « route de l'est » – concrètement, un nouveau contrat portant sur un accroissement de la quantité de gaz devant être livrée par le gazoduc « Force de Sibérie » (il est prévu de porter sa capacité annuelle à 60 gm³) ;

3) La signature d'un nouveau contrat sur la livraison de gaz par la « route de l'ouest » (souvent appelée « projet de gazoduc de l'Altaï »), le gaz devant être acheminé vers le sud à partir des gisements de Sibérie occidentale, à travers l'étroite frontière russo-chinoise située entre la Mongolie et le Kazakhstan, dans les montagnes de l'Altaï.

Un an après ces annonces, le projet Vladivostok LNG (l'option 1) semble complètement mis de côté : la CNPC n'a manifesté aucune volonté d'y participer, et Gazprom a même dû reconnaître publiquement que l'ensemble du projet pourrait être abandonné.

Aucun nouveau contrat n'a été signé concernant l'accroissement de la fourniture de gaz via la « route de l'est » (option 2), et aucune information n'indique que cela pourrait se produire dans un avenir prévisible.

Le projet de gazoduc de l'Altaï, ou « route de l'ouest » (option 3), apparaît comme le plus important pour Gazprom, car sa mise en œuvre offrirait une possibilité réelle d'acheminer le gaz des principaux gisements de Sibérie occidentale (qui représentent toujours la majeure partie de la production de gaz russe) non plus vers l'Europe mais vers le marché asiatique. « Force de Sibérie » ne peut pas contribuer à ce basculement car le gaz qu'il livrera proviendra des gisements de Sibérie orientale, qui sont trop éloignés de l'Europe pour pouvoir l'approvisionner.

C'est pourquoi Gazprom voulait absolument faire évoluer la situation aussi vite que possible sur le dossier du gazoduc de l'Altaï,

afin de démontrer à ses partenaires de l'UE qu'il existe une alternative solide au marché européen du gaz, et que le gaz russe pourrait être expédié ailleurs si les Européens allaient trop loin dans leurs pressions sur Gazprom. Jusqu'ici, cependant, toutes les tentatives de signer un contrat sur des livraisons de gaz à la Chine via le gazoduc de l'Altaï se sont soldées par des échecs. Pourtant, à la veille de chacun des deux sommets présidentiels sino-russes (tenus en novembre 2014 et en mai 2015) Gazprom avait annoncé avec certitude que « le contrat sur la route de l'ouest sera sans doute signé » lors de ces réunions. Or rien de tel ne s'est produit. Au sommet de novembre 2014, les deux parties ont seulement signé un mémorandum d'accord sur ce projet – un document qui ne se distingue guère de nombreux autres accords similaires signés depuis presque une décennie, à commencer par le tout premier mémorandum, paraphé en mars 2006 à Pékin. Le document signé au sommet de mai 2015 porte un intitulé plus prétentieux – « Conditions de base d'un contrat » –, mais le contenu reste identique à celui de tous les accords précédents (les parties ont seulement confirmé que les volumes d'approvisionnement pourraient s'élever à 30 gm^3 par an, ce qui était déjà mentionné dans le mémorandum de mars 2006). Après le sommet, le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak a publiquement reconnu qu'« il n'y a pas d'accord sur le prix du gaz qui sera livré par la route de l'Ouest »⁶.

Si l'on observe le tableau dans son ensemble, il apparaît clairement que la coopération énergétique sino-russe à grande échelle relève toujours, dans une large mesure, d'un vœu pieux (promu surtout du côté russe), et qu'à court et à moyen termes la coopération restera limitée aux exportations de pétrole et de gaz provenant des gisements de Sibérie orientale, ce qui n'en fait qu'une coopération régionale d'une portée limitée. Malgré les nombreuses déclarations de Moscou, on est loin d'une exportation massive du pétrole et du gaz de Sibérie occidentale (qui sera la première région de production de la Russie au cours des prochaines décennies) vers la Chine plutôt que vers l'Europe.

Jusqu'ici, Moscou n'a pas réussi à faire de la Chine a) un partenaire clé pour le développement de ses gisements de pétrole et de gaz ; b) un partenaire pour le développement du GNL et de l'exploration de l'Arctique ; c) un partenaire fournissant une part majeure du financement de ses projets énergétiques ; et, ce qui est peut-être l'aspect le plus important, d) un partenaire représentant une alternative crédible à l'Europe en tant que débouché de l'exportation du pétrole et du gaz de Sibérie occidentale.

⁶ « Novak : Dogovorennosti meždu RF i KNR po cenam postavok gaza poka net » [Novak : Il n'y a pas encore d'accord sur les prix du gaz entre la Russie et la Chine], RIA Novosti, 9 mai 2015, <<http://ria.ru/economy/20150509/1063534881.html>>.

Un retournement énergétique de la Russie vers l'Est est-il réaliste ?

L'Europe est actuellement le principal consommateur du gaz et du pétrole russes. La Russie souhaiterait avoir une alternative chinoise, mais ce projet est difficile à mettre en œuvre pour plusieurs raisons. Premièrement, le pétrole est une marchandise moins « politisée » que le gaz. La logistique actuelle fait qu'il est simplement plus pratique de livrer le pétrole en provenance de Sibérie occidentale et des autres principales régions russes de production (la Volga, l'Oural, le bassin de Timan-Petchora, la Caspienne du Nord) à l'Europe qu'à la Chine. Dès lors, il est tout naturel que la Chine reste un débouché uniquement pour le pétrole extrait des gisements de Sibérie orientale, mais pas de Sibérie occidentale.

Deuxièmement, malgré quelques fluctuations de court terme, les prix d'importation pratiqués par la Chine demeurent nettement moins favorables aux exportateurs russes que les prix européens. Selon les rapports financiers IFRS (c'est-à-dire aux normes internationales d'information financière) de Rosneft, chaque baril de pétrole que la compagnie a vendu en 2014 à la Chine lui a rapporté 5 dollars de moins qu'un baril vendu à l'Europe⁷. De même, le prix d'exportation du gaz vers l'Europe pratiqué par Gazprom est depuis longtemps nettement supérieur au prix d'importation du gaz de la Chine⁸, ce qui explique l'important écart constaté entre les prix envisagés par Moscou et ceux demandés par Pékin lors des négociations menées au cours de ces dernières années. Ce problème continue de peser à ce jour sur ces négociations. Le prix auquel la Chine importe son GNL est tombé à 7,5 dollars / million de btu en juin 2015⁹, alors que Gazprom a vendu son gaz à l'Europe pour plus de 9 dollars / million de btu au premier trimestre 2015. L'important écart entre les prix désirés par les parties complique évidemment la signature d'un accord sur de nouveaux contrats potentiels.

Troisièmement, la Chine n'a pas réellement besoin d'acheter davantage de gaz à la Russie. Aujourd'hui, son niveau d'importation net de gaz naturel dépasse de peu les 40 gm^3 par an. Si l'on part de

⁷ Le prix de vente aux pays d'Asie (au premier rang desquels la Chine) est inférieur d'environ 3,35 dollars au prix de vente aux pays d'Europe, tandis que les prix de transport vers l'Asie sont supérieurs d'environ 1,4-1,6 dollar à ceux vers l'Europe. Voir <www.rosneft.com/attach/0/12/99/MDA_ENG_4Q_2014.pdf>, p. 28 et 14 respectivement.

⁸ M. Chen, « The Development of Chinese Gas Pricing : Drivers, Challenges and Implications for Demand », Oxford Institute for Energy Studies, juillet 2014, <www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2014/07/NG-89.pdf>

⁹ World LNG Estimated June 2015 Landed Prices, mai 2015, <www.ferc.gov/market-oversight/mkt-gas/overview/ngas-ovr-Ing-wld-pr-est.pdf>.

l'idée que ce chiffre passera à 150 gm³ par an d'ici à 2020¹⁰ — les approvisionnements assurés par « Force de Sibérie » et par le Turkménistan devraient s'élever au total à quelque 100 gm³ par an, et la capacité d'importation de GNL de la Chine doit s'élever à environ 70 gm³ par an (source : IEA) —, on comprend aisément que Pékin n'aura tout simplement pas besoin d'accroître de façon significative ses importations en provenance de Russie dans un avenir proche. Ce sera peut-être le cas après 2020, mais cela ne signifie pas pour autant que les Chinois seront désireux, dans les années à venir, de signer avec les Russes de nouveaux accords sur l'importation de gaz allant au-delà des volumes déjà prévus.

Quatrièmement, il est clair que les Chinois préfèrent s'assurer le contrôle des projets en amont plutôt que se contenter d'acheter de gros volumes à la frontière. Ainsi, l'une des raisons pour lesquelles la fourniture de gaz en provenance du Turkménistan s'est développée plus rapidement que celle en provenance de Russie¹¹ est le fait que 90 % des volumes en question sont issus du gisement contrôlé par CNPC situé sur la rive droite du fleuve Amou-Daria. Il apparaît que la prise de participation dans les projets est un facteur important pour les Chinois ; or les Russes, contrairement aux déclarations publiques dans lesquelles ils se disent « prêts à donner aux investisseurs chinois le contrôle des projets stratégiques »¹², ne sont pas réellement enclins à leur laisser ce contrôle (comme précisé plus haut, les Chinois ne se sont vu proposer que 10 % du champ pétrolier de Vankor et 33 % des blocs d'exploitation de l'Arctique).

Il existe plusieurs autres facteurs qui, depuis maintenant presque une décennie, empêchent les négociations autour du projet de l'Altaï d'aboutir. L'Ouest de la Chine ne manque pas de gaz (à la différence du Nord-Est du pays, dont la demande future de gaz doit être satisfaite *via* « Force de Sibérie »), et ses besoins en gaz seront essentiellement comblés par le Turkménistan (voir plus haut). En mars 2015, Reuters a cité un représentant de la CNPC interrogé sur les annonces de Gazprom concernant la « signature potentielle d'un contrat sur la fourniture de gaz par le gazoduc de l'Altaï en mai », qui

¹⁰ Energy Supply Security 2014, OECD/IEA,

<www.iea.org/media/freepublications/security/EnergySupplySecurity2014_China.pdf>.

¹¹ La Chine a signé le premier mémorandum sur la construction d'un gazoduc en provenance du Turkménistan en avril 2006, peu après avoir signé le premier mémorandum avec les Russes (en mars 2006), mais les livraisons turkmènes ont démarré dès 2009 et s'élèvent aujourd'hui à plus de 35 gm³ par an, alors que les livraisons russes ne devraient pas commencer avant encore trois ou quatre ans.

¹² Voir les déclarations du vice-premier ministre Arkadi Dvorkovitch au forum économique de Krasnoïarsk en février 2015 : « Dvorkovich dopustil učastie Kitaâ v osvoenii strategiĉeskih mestoroždenij » [Dvorkovitch envisage la participation de la Chine au développement des gisements stratégiques], *RBK*, 27 février 2015, <<http://top.rbc.ru/economics/27/02/2015/54f002189a7947255e32ef80>>.

a déclaré que la partie occidentale de la Chine n'avait pas besoin de gaz russe¹³.

La Chine semble douter de la capacité de Gazprom à construire rapidement le gazoduc de l'Altaï, d'un point de vue technique et financier. La construction de ce gazoduc est rendue compliquée par le fait que son tracé est partiellement situé en très haute altitude : la zone montagneuse où passe la frontière sino-russe culmine à 3 000 – 4 000 mètres. Au vu de l'expérience douloureuse qu'a constituée la construction du gazoduc d'Ossétie du Sud à des altitudes records comparables (autour de 3 000 mètres)¹⁴, il semble certain que la construction de la section montagneuse du gazoduc de l'Altaï sera extrêmement difficile et exigera le percement de tunnels et d'autres travaux coûteux. En outre, les montagnes de l'Altaï manquent très largement d'infrastructures de base indispensables (routes, électricité, communications, etc.) pour acheminer les cargaisons, les ouvriers, les équipements etc.. Le coût du projet de l'Altaï a été estimé il y a quelques années à 14 milliards de dollars, mais il faut vraisemblablement s'attendre à un coût réel nettement plus élevé. Étant donné les difficultés financières de Gazprom que nous avons évoquées précédemment, il est fort probable que la compagnie russe sollicite l'aide des Chinois pour financer la construction du gazoduc ; une demande que Pékin rejetterait vraisemblablement.

Le projet de l'Altaï forcerait la Chine à investir dans une infrastructure coûteuse afin de relier son gazoduc existant à cette zone montagneuse isolée de l'ouest du pays, à la frontière de la Russie. Le tronçon du tracé situé en haute altitude et dénué des infrastructures de base nécessaires ne se termine pas à la frontière sino-russe de l'Altaï, mais se prolonge profondément dans le territoire chinois. La Chine devrait donc édifier de son côté un gazoduc de haute montagne similaire – une perspective qui ne semble guère enthousiasmer les Chinois, surtout pour un volume d'approvisionnement qui ne dépasserait pas les 30 gm^3 par an.

Tout cela, combiné au creusement de l'écart entre les prix réclamés par les deux parties (du fait de la chute des prix mondiaux du gaz), rend peu probable une mise en œuvre rapide du projet de gazoduc de l'Altaï, en dépit des assurances de Gazprom que le contrat sur la fourniture de gaz via la « route de l'ouest » sera signé rapidement. L'auteur de ces lignes estime que la seule raison pour laquelle Gazprom insiste autant sur ce dossier dans ses déclarations publiques est la volonté de « faire chanter » l'Europe en agitant la

¹³ « Gazprom ubeždaet Kitaj stroit' zapadnyj êksportnyj maršrut v piku Evrope » [Gazprom cherche à convaincre la Chine de construire la route d'exportation de l'Ouest pour défier l'Europe], Reuters, 17 mars 2015, <<http://ru.reuters.com/article/businessNews/idRUKBN0MD1GL20150317>>

¹⁴ La construction d'un gazoduc de 160 km vers l'Ossétie du Sud, passant par des montagnes hautes par endroits de plus de 3 000 mètres, a démarré en 2006. Elle devait prendre fin en 2007 mais ne s'est achevée qu'au second semestre 2009 (elle a donc duré trois ans). Elle a coûté plus de 500 millions de dollars.

menace d'un retrait de Gazprom du marché européen et d'un basculement de ses flux gaziers vers la Chine. Mais nous l'aurons compris, un tel développement ne semble guère réaliste.

Les Russes se sont heurtés à un autre problème : ils n'ont jamais réussi à obtenir auprès des banques chinoises de substantiels crédits pour leurs projets gaziers et pétroliers. La Russie comptait beaucoup sur ces crédits mi-2014 quand elle a commencé à subir les sanctions financières occidentales et s'est vue interdire d'emprunter sur les marchés internationaux ; mais, depuis, les prêts que les banques chinoises ont accordés aux Russes ne se sont élevés au total qu'à quelques milliards de dollars (alors que Moscou avait besoin de plusieurs dizaines de milliards de dollars). De plus, ces prêts étaient presque intégralement conditionnés à l'achat de biens et services chinois. L'espoir russe que la Chine pourrait remplacer l'Occident en tant que prêteur principal a été anéanti pour plusieurs raisons. Premièrement, le système financier chinois est nettement plus modeste que ceux des économies occidentales (ses actifs totaux représentent environ un quart de ceux des États-Unis et un tiers de ceux de l'Union européenne) et n'est pas conçu pour prêter de l'argent à l'extérieur, mais plutôt pour fournir des crédits aux entreprises domestiques et aux exportateurs chinois. Deuxièmement, et en conséquence, les institutions financières chinoises ne disposent pas des instruments nécessaires pour évaluer et couvrir les risques liés à des prêts massifs à des emprunteurs extérieurs. Troisièmement, l'image de la Russie dans ce domaine a été profondément affectée par la chute des prix du pétrole, le ralentissement économique intérieur, les sanctions occidentales, la dégradation des notations de crédit souverain, etc. Novatek, avec son projet « Yamal LNG », est tout particulièrement affecté par cette absence d'accès aux capitaux chinois malgré une longue période de négociations : en mai 2014, le copropriétaire de la compagnie, Guennadi Timtchenko, avait promis de décrocher auprès de Pékin un crédit de 20 milliards de dollars pour financer ce projet mais, jusqu'ici, il n'a rien obtenu.

Pour résumer, un an après l'accord gazier signé en mai 2014, les perspectives du partenariat sino-russe apparaissent bien moins convaincantes que ne l'affirment les déclarations russes.

Turkish Stream : une route vers nulle part ?

La première mention par Vladimir Poutine de la possibilité de trouver un « hub gazier non membre de l'UE » comme alternative au très contesté projet South Stream a été faite lors du forum économique de Saint-Pétersbourg en mai 2014¹⁵. À l'époque, ces propos n'ont pas attiré l'attention : tous les regards étaient braqués sur les négociations avec la Bulgarie, qui était alors considérée comme le futur pays d'entrée de South Stream. Mais l'idée de Poutine s'est matérialisée plus tard, après qu'un nouveau gouvernement opposé à South Stream s'est installé à Sofia à la suite des élections législatives d'octobre 2014 : le 1^{er} décembre 2014, moins d'un mois après l'investiture du nouveau gouvernement dirigé par Boyko Borissov, Poutine a annoncé, lors d'une rencontre à Ankara avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, l'abandon du projet South Stream et son remplacement par Turkish Stream.

Même si le Turkish Stream a été présenté comme un projet « complètement nouveau », sa capacité prévue est similaire (63 gm³ de gaz par an) et son tracé duplique presque intégralement celui de South Stream, à l'exception des 250 derniers kilomètres, où il oblique vers le sud (Turquie) depuis les côtes bulgares. A partir de là cependant, la différence entre les deux projets apparaît nettement : alors que le tracé de South Stream en territoire européen était parfaitement clair, et que des accords spécifiques avaient même été passés avec plusieurs pays de transit et consommateurs (Serbie, Hongrie, Autriche), la situation est très confuse de ce point de vue concernant le projet Turkish Stream. Les annonces de Gazprom affirment de façon répétée que le gaz sera livré à la frontière gréco-turque et qu'il appartient à l'Europe de décider de la façon dont il sera ensuite transporté jusqu'aux marchés.

Dans le même temps, Gazprom a publiquement déclaré que le transit de gaz à travers le territoire ukrainien prendra totalement fin d'ici à 2019¹⁶, ne laissant aux pays consommateurs dont le gaz est aujourd'hui acheminé via l'Ukraine qu'une seule option : passer, pour

¹⁵ « Putin prigrozil Brüsselû izmenit' maršrut "Ûžnogo potoka" » [Poutine a menacé Bruxelles de modifier le tracé de South Stream] *RBK*, 24 mai 2014, <<http://top.rbc.ru/economics/24/05/2014/926006.shtml>>

¹⁶ « Russia to Stop Gas Delivery via Ukraine by 2019, Push Ahead with Turkish Stream – Miller », *RT*, 13 avril 2015, <<http://rt.com/business/249273-gazprom-ukraine-gas-transit/>>.

leur approvisionnement en gaz, par le Turkish Stream, qui est censé être mis en service en 2019.

Il y a deux obstacles majeurs à cette approche suggérée par Gazprom. Premièrement, l'infrastructure de gazoducs « sud-nord » qui permettrait d'acheminer le gaz russe depuis la frontière gréco-turque jusqu'aux principaux marchés actuels d'Europe centrale et du Sud-Est (Italie, Balkans, etc.) n'existe tout simplement pas, et il n'y a pour l'instant aucun projet spécifique pour l'édifier. La Russie a tenté d'inciter Athènes à démarrer la construction de l'extension du gazoduc Turkish Stream à travers le territoire grec – il a même été envisagé d'accorder des prêts russes pour financer les travaux –, mais les officiels russes admettent désormais que la Grèce ne pourra pas emprunter de l'argent à Moscou pour lancer ce projet car ses créanciers internationaux imposent aujourd'hui des limites à ses emprunts souverains.

Deuxièmement, les obligations contractuelles de Gazprom envers ses clients qui reçoivent aujourd'hui leur gaz via les gazoducs ukrainiens prévoient des lieux de livraison très précis auxquels le tracé prévu de Turkish Stream n'a tout simplement pas accès. Ces obligations, de plus, ne permettent pas à Gazprom de se contenter d'acheminer le gaz jusqu'à la frontière gréco-turque : la compagnie russe est tenue de livrer le gaz à des endroits spécifiques dans les pays consommateurs.

Ces deux problèmes significatifs ne peuvent être balayés par les communiqués de la presse officielle russe qui font état de la « progression de Turkish Stream ». Ils posent plusieurs questions fondamentales sur la crédibilité du projet dans son ensemble :

- Si aucune infrastructure complémentaire n'est édifée d'ici à 2019 pour relier la Grèce aux principaux consommateurs de gaz (Italie, Balkans occidentaux, Europe centrale), cela signifiera-t-il que Turkish Stream ne pourra livrer qu'une fraction de sa capacité annuelle prévue (63 gm^3 de gaz par an) ?
- Gazprom persisterait-il dans sa détermination à cesser tout transit de gaz à travers l'Ukraine en 2019 si plusieurs pays (Autriche, République tchèque, Italie, Slovaquie, Balkans occidentaux) n'obtenaient pas d'ici là d'autres possibilités de recevoir le gaz russe ?
- Gazprom menace-t-il réellement ces pays consommateurs de mettre fin à ses livraisons de gaz à partir de 2019 ? Ou bien essaie-t-il de les forcer à entreprendre des actions indépendantes visant à construire les infrastructures nécessaires pour les connecter au Turkish Stream ? Si oui, Gazprom tient-il compte du fait qu'il peut y avoir des façons plus simples d'accéder à des sources alternatives d'approvisionnement en gaz ?

Étant donné ces interrogations, le Turkish Stream ne semble pas représenter un mécanisme d'approvisionnement aussi développé

que le projet avorté du South Stream. Au contraire, les incertitudes stratégiques entourant le Turkish Stream sont si nombreuses que les pays importateurs européens concernés ont intensifié leurs efforts visant à se doter d'options alternatives à la Russie pour leur approvisionnement en gaz.

- En avril 2015¹⁷, la Roumanie a pratiquement mis fin à ses importations de gaz en provenance de Russie (qui se trouvaient déjà à un niveau historiquement bas¹⁸) car sa production domestique lui suffit désormais à satisfaire ses besoins en gaz et elle projette en outre de développer des gisements offshore situés dans la mer Noire ;
- La Bulgarie a elle aussi l'intention d'exploiter les gisements offshore de la mer Noire (elle a annoncé de nouvelles sessions d'octroi de licences d'exploitation) ; par ailleurs, elle cherche activement à devenir un hub gazier¹⁹ ;
- Fin avril 2015, la Bulgarie et la Roumanie ont signé une déclaration commune soutenant la création du Corridor gazier du sud, qui inclura les projets Trans Adriatic Pipeline (TAP) et Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline (TANAP) ; les deux pays se sont engagés à améliorer leur interconnexion gazière et à relier la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce au travers de l'initiative dite du « Corridor vertical »²⁰ ; la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie ont signé une déclaration commune de soutien à la construction du nouveau gazoduc Eastring, long de 1 274 km, qui doit traverser les quatre pays. Il est conçu pour avoir au départ une capacité de 20 gm^3 par an et de 40 gm^3 au final, et devra acheminer le gaz depuis l'Europe centrale jusqu'à la frontière slovaquo-ukrainienne puis à la frontière bulgare-turque. Il pourrait également être connecté à un hub gazier potentiel en Turquie, ce qui permettrait de l'utiliser pour acheminer en sens inverse du gaz en provenance du bassin caspien²¹ ;
- La Serbie, allié stratégique clé de la Russie dans la région, a entamé des discussions avec la Roumanie sur l'éventualité

¹⁷ « Economica: Romania Plans to Abandon Russian Gas Imports in April 2015 », *Focus Information Agency*, 20 mars 2015, <www.focus-fen.net/news/2015/03/20/366889/economica-romania-plans-to-abandon-russian-gas-imports-in-april-2015.html>.

¹⁸ « Romania Cuts Dependence on Gas and Russia », *Interfax*, 2 mars 2015, <<http://interfaxenergy.com/gasdaily/article/15402/romania-cuts-dependence-on-gas-and-russia>>.

¹⁹ « Bulgaria Seeks to Redraw EU Oil and Gas routes Away From Russia », *Moscow Times*, 15 avril 2015, <www.themoscowtimes.com/opinion/business/article/bulgaria-seeks-to-redraw-eu-oil-and-gas-routes-away-from-russia/519127.html>.

²⁰ « Romania and Bulgaria Sign Joint Declaration on Strengthening Regional Energy Cooperation », *Business Review*, 27 avril 2015, <<http://business-review.eu/featured/romania-and-bulgaria-sign-joint-declaration-on-strengthening-regional-energy-cooperation-79646>>.

²¹ « Romania, Bulgaria Back New Gas Pipeline », *Turkish Weekly*, 25 mai 2015, <www.turkishweekly.net/news/186161/romania-bulgaria-back-new-gas-pipeline.html>.

d'importer du gaz de la mer Noire pour remplacer le gaz russe, du fait des incertitudes pesant sur le futur du Turkish Stream²²;

- Enfin, à plus long terme, le gaz de la Méditerranée orientale pourrait arriver sur les marchés d'Europe centrale et du Sud-Est, ce qui rendrait encore plus compétitif un marché où la diversification des sources d'approvisionnement se fait déjà à grande vitesse.

On le voit : pendant que la Russie insiste pour que les pays d'Europe centrale et du Sud-Est se préparent à acquérir leur gaz via le Turkish Stream, les principaux États consommateurs réduisent déjà leurs achats auprès de Moscou ou prennent des mesures pour diversifier leurs sources d'importation, ce qui est susceptible de modifier significativement la situation du marché du gaz dans cette région d'ici cinq à sept ans. D'où cette question : si le Turkish Stream finit par être construit, y aura-t-il une demande pour le gaz qu'il acheminera ?

De ce point de vue, la position de l'Italie revêt une importance cruciale. L'Italie est le premier importateur du gaz qui est actuellement transporté à travers l'Ukraine et qui pourrait, à terme, être acheminé via le Turkish Stream (25-30 gm^3 par an, sur environ 60). Elle s'est montrée étonnamment sereine tout au long de l'épisode qui a abouti à l'abandon du South Stream ; de fait, elle a même largement contribué à l'annulation de ce projet. En effet, début novembre 2014, le nouveau PDG d'ENI, Claudio Descalzi, s'est pour la première fois publiquement exprimé au sujet du South Stream, se disant mécontent des dépassements de coûts colossaux annoncés par Gazprom et menaçant de retirer sa compagnie du projet (Eni était le premier actionnaire étranger du South Stream, dont il détenait 20 % des actions) si la compagnie russe ne trouvait pas une solution pour réduire ses surcoûts. L'auteur de ces lignes estime que l'abandon de South Stream est directement lié à cette prise de position d'Eni, la rencontre ultérieure entre Claudio Descalzi et le patron de Gazprom Alexeï Miller, tenue le 24 novembre 2014 à Sotchi (soit une semaine avant la visite de Vladimir Poutine à Ankara, au cours de laquelle la fin du projet a été annoncée), n'ayant pas permis de combler le fossé entre Gazprom et Eni, les deux principaux actionnaires du South Stream. Il sera intéressant d'observer les prochaines décisions de l'Italie : les incertitudes entourant le Turkish Stream et la menace annoncée par Gazprom de la fin du transit du gaz via l'Ukraine l'exposent à de grands risques. Jusqu'à récemment, les compagnies italiennes ont exploré diverses options alternatives pour leur approvisionnement en gaz (en s'intéressant notamment à l'Égypte et à d'autres pays de la Méditerranée orientale) et ont réagi calmement à la situation incertaine autour du Turkish Stream.

²² « Serbia in talks with Romania over Black Sea gas – PM Vucic », *Reuters*, 22 janvier 2015, <<http://af.reuters.com/article/energyOilNews/idAFD0N0NT00S20150122>>.

Au vu de l'indéniable manque d'enthousiasme des pays consommateurs d'Europe centrale et du Sud-Est pour une connexion avec le Turkish Stream, de plus en plus d'experts estiment que la capacité du gazoduc pourrait être réduite à seulement deux pipelines (soit une capacité d'environ 30 gm^3 par an) au lieu de quatre (60 gm^3 par an), la construction des deux tracés restants étant reportée à une période indéterminée. La majeure partie du gaz acheminé par les deux premières canalisations de Turkish Stream ira à la Turquie, qui a déjà atteint un niveau record en termes d'importation de gaz russe (plus de 27 millions de mètres cubes en 2014) et souhaite encore accroître ses achats. Ankara dispose d'un moyen de pression sur la Russie, car celle-ci dépend de plus en plus du bon transit de son gaz par le territoire turc ; cette situation permet déjà aux Turcs de demander de façon agressive des réductions sur le prix du gaz que leur fournit Gazprom. Les risques, pour la Turquie, ne sont pas élevés, car le développement de gazoducs alternatifs (le TANAP, etc.) et sa part croissante dans les exportations de Gazprom (en 2014 près d'un quart des exportations de Gazprom en Europe sont destinées à la Turquie) lui confèrent une position plutôt avantageuse par rapport au monopole gazier russe.

Mais, comme dans le cas de « Force de Sibérie » avec la Chine, une telle perspective fait du Turkish Stream non plus un projet « stratégique » visant à modifier toute la logistique des importations européennes de gaz, mais un simple élément de la relation bilatérale russo-turque. Dans les circonstances actuelles, il semble que les risques et les incertitudes liés à la Russie ont forcé ses consommateurs les plus loyaux d'Europe centrale et du Sud-Est à rechercher de véritables options alternatives pour leur approvisionnement en énergie, ce qui réduit significativement l'importance stratégique du Turkish Stream.

Conclusions

Il apparaît que les « nouveaux partenariats russes » sur les marchés internationaux de l'énergie, souvent présentés comme une « alternative » au partenariat avec l'Occident, ont été nettement « survendus » à l'opinion publique. Les nouveaux partenaires stratégiques que sont censés être la Chine et la Turquie ne sont pas prêts à s'engager dans un grand jeu énergétique de dimension mondiale : ils préfèrent poursuivre pragmatiquement leurs propres intérêts. Les tentatives russes de provoquer des changements majeurs sur les marchés internationaux via ces nouveaux partenariats ont échoué, et les projets « Force de Sibérie » et Turkish Stream sont en passe d'être réduits à de simples éléments des relations bilatérales de la Russie avec la Chine et avec la Turquie, qui n'auront pas d'impact significatif sur le marché mondial.

Ces développements remettent en cause le concept même de « diversification de la demande pour ne plus dépendre de l'Europe » que Gazprom a promu au cours de ces dernières années (avec des arrière-pensées géopolitiques, dans un contexte d'éloignement politique entre la Russie et l'Occident). Les récentes difficultés et déconvenues enregistrées par la Russie dans sa relation avec la Chine et la Turquie montrent une fois de plus à quel point l'Europe a été, et reste, un partenaire énergétique majeur pour la Russie – elle lui a offert les meilleurs prix et n'a cessé d'accroître ses volumes d'achat – en comparaison des négociateurs durs et pragmatiques de Pékin et d'Ankara sur lesquels Moscou fonde aujourd'hui ses plus grands espoirs.